

# contrôlez les armes

Bulletin de février-mars 2012

## La 4<sup>e</sup> réunion du Comité préparatoire jette les bases de la conférence de négociation de juillet ; La conférence des militants est un succès

La quatrième et dernière réunion du Comité préparatoire (PrepCom) s'est tenue aux Nations unies à New York, du 13 au 17 février. Malgré l'intention d'y inclure un débat de fond, la réunion a porté presque essentiellement sur des questions de procédure et, notamment, sur les aspects organisationnels de la conférence diplomatique de 2012 ainsi que sur les documents de base qui y seront examinés. Tels que le soulignait Contrôlez les armes dans sa [déclaration](#) : « Durant cette semaine de pourparlers, la violence armée aura coûté la vie à environ dix mille personnes. »

Contrôlez les armes avait préalablement publié une [note d'information](#) concernant sa position sur trois des questions clés devant être soulevées lors de la réunion du Comité préparatoire : la présence d'ONG, la règle du consensus et le statut du [document officiel](#) de la présidence. De nombreuses organisations membres ont mis à profit cette note lors de leurs actions nationales de lobbying des mois de janvier et de février.

La réunion a mis en évidence des différends entre les États sur la règle du consensus. Le principal point de divergence réside entre ceux pour qui le consensus doit donner à chaque État un droit de veto sur le résultat final des négociations, et ceux pour qui le consensus est un moyen de parvenir à un accord plus large au sein d'une grande majorité. La présence des ONG a également été sujet à débat et des concessions ont été accordées aux États qui s'opposent à ce que le document officiel de la présidence soit utilisé comme base formelle des négociations. Pour en savoir plus sur les conclusions de la réunion et les documents pertinents, cliquez [ici](#). Une liste partielle des [déclarations](#) gouvernementales est disponible [ici](#). Vous trouverez également des opinions et des analyses sur le sujet sur le [site](#) et le [blog](#) de l'Observatoire du TCA.

La forte présence de Contrôlez les armes s'est traduite par le travail de près de 100 adhérents qui ont organisé des réunions de lobbying et accueilli plusieurs événements dans près de 80 pays de toutes les régions du globe. [L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire \(IPPNW\)](#) a animé une discussion portant sur un suivi du TCA qui tient compte du rôle de la santé publique et de la société civile. La question de l'inclusion du genre dans le TCA a été débattue à l'occasion d'un [événement parallèle](#) organisé par l'IANSA et le Réseau des survivantes d'armes de Manipur. Un groupe de [lauréats du prix Nobel](#), dont le Dr. Oscar Arias Sanchez, Amnesty International, IPPNW et l'institut Albert Schweitzer, se sont réunis pour rappeler aux gouvernements la nécessité de conclure un TCA solide et efficace. La

réunion du Comité préparatoire et l'action des membres de la coalition Contrôlez les armes a été largement relayée à travers plus de 60 échanges organisés dans 22 pays et dans plusieurs langues.

Contrôlez les armes a organisé, du 10 au 12 février, la seconde conférence mondiale des militants, qui a précédé la réunion du Comité préparatoire. Celle-ci a réunit plus de 60 partenaires et représentants des organisations membres. Les séances ont porté sur les questions de fond et se sont accompagnées de débats stratégiques, tout en laissant un temps pour la planification à échelle régionale et le renforcement des compétences. Un rapport complet de la conférence sera bientôt disponible.

### **Le compte à rebours de la campagne Donnez de la voix est lancé : plus que 100 jours avant l'ouverture des négociations pour un TCA**

Militants, à vos marques !

Le 26 mars commence le compte à rebours des 100 jours jusqu'à l'inauguration des négociations sur le TCA. Chaque jour, nous présenterons une action ou une expérience sur notre site Web et nos réseaux sociaux afin de mettre en valeur la diversité des voix en faveur d'un TCA. Nous allons également lancé une pétition (en ligne et hors ligne) et apporté des modifications à notre site *Donnez de la voix*. Faites-nous parvenir vos questions, vos actualités ainsi que vos projets afin que nous puissions les diffuser !

Un appel à l'action sera lancé vers la mi-mars afin d'aider les membres à se préparer au compte à rebours. Celui-ci comportera des recommandations sur les messages et actions à mettre en place, des informations sur les dates clés, telles que la semaine mondiale d'action d'IANSA prévue pour le mois de juin, ainsi que des indications sur les endroits où trouver de nouvelles ressources.

N'oubliez pas qu'il s'agit de la dernière ligne droite avant l'ouverture des négociations au mois de juillet et que chaque jour compte !

### **Des personnalités haut placées en faveur du TCA**

Différents défenseurs du TCA, dont certains haut placés, se sont exprimés en faveur d'un traité solide et rigoureux.

Plusieurs responsables d'agences des Nations unies ont émis une déclaration [commune](#) appelant les États membres à adopter un TCA susceptible d'améliorer la sécurité des civils et de réduire le « coût humain » occasionné par le commerce non réglementé des armes. Navi Pillay ([Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme](#)), António Guterres ([Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés](#)), Valerie Amos (coordinatrice des secours d'urgence et chef du [Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires](#)), Helen Clark (administratrice du [Programme des Nations unies pour le développement](#)) et

Anthony Lake (directeur général d'[UNICEF](#)) font partie des dirigeants d'organisations qui se sont joints à cette déclaration.

L'édition anglaise de *The Independent* du 19 février contenait un article d'opinion signé par le vice-Premier ministre britannique, Nick Clegg, dans lequel l'auteur déclare que le Royaume-Uni est amené à jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'un TCA à vaste portée et qui soit en mesure de réprimer les violations des droits de l'homme qui ont lieu dans le monde entier. C'est dans une démarche similaire qu' Ike Ekweremadu, président du Parlement de la CEDEAO, a lancé un [appel](#) en faveur d'un traité solide, au cours de la réunion du Comité préparatoire aux Nations unies.

### **La coalition touche de plus en plus de parlementaires à travers le monde**

Les membres et partenaires de la coalition recueillent de plus en plus de soutiens parmi les membres de parlements à la [Déclaration parlementaire mondiale sur le TCA](#).

L'[Action mondiale des parlementaires](#), le [Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre](#) et [Ploughshares \(Canada\)](#) sont les premières organisations à renforcer leur soutien à la déclaration. Rien qu'au mois de février, 164 membres de parlements ont signé la déclaration, faisant état du large soutien dont bénéficie le traité auprès des gouvernements de toutes les régions. Le 8 mars, la déclaration comptait [350](#) signatures de membres de parlements.

Par ailleurs, le Parlement fédéral belge vient d'adopter à l'unanimité une [résolution](#) appelant le gouvernement à négocier un traité qui soit le plus solide possible et encourageant les autres pays à se joindre à cette démarche en faveur du TCA.

Au Royaume-Uni, Amnesty International, Oxfam International, Saferworld et Article 36 ont récemment rencontré une délégation constituée de parlementaires et de responsables ministériels. Les représentants de ces ONG ont profité de cette occasion pour inciter les gouvernements à adopter une décision ferme à l'égard du TCA et, notamment, des dispositions visant à protéger les droits de l'homme ainsi qu'une définition large de son champ d'application.

### **L'OEA engagé en faveur du traité sur le commerce des armes**

À Trinité-et-Tobago, le Women's Institute for Alternative Development ([WINAD](#) – Institut des femmes pour un développement alternatif), membres engagés de l'[Organisation des États américains](#), a encouragé les 35 États membres à travailler à l'élaboration d'un TCA solide. Les recommandations ont été formulées lors du forum social qui s'est tenu les 8 et 9 février à Washington DC, dans le cadre des recommandations des acteurs de la société civile pour le prochain sommet des Amériques. Par ailleurs, le WINAD, membre éminent de la coalition Contrôlez les armes, s'est vu récemment proposé par le PNUD une place au classement du Rapport sur le développement humain 2012.

## **Les organisations syndicales canadiennes et les fédérations du travail revendiquent l'adoption d'un TCA solide**

Le [Congrès du travail du Canada](#) (CLC) concentre ses efforts pour soutenir un [traité sur le commerce des armes](#) à toute épreuve. Fin janvier, son président, Ken Georgetti, a remis une [lettre au Premier ministre Stephen Harper](#) au nom des 3,2 millions de membres du CLC, exhortant le gouvernement à soutenir l'adoption d'un TCA solide, exhaustif et à caractère exécutoire.

Le président du CLC s'est également adressé par écrit à la [Confédération syndicale internationale](#), qui siège à Bruxelles et qui représente 175 millions de travailleurs à travers le monde. Dans sa lettre, il invite la CSI et ses 305 organisations affiliées nationales à exprimer leur soutien à leurs gouvernements respectifs. Le [Conseil des syndicats mondiaux](#), qui se compose d'une douzaine de fédérations syndicales internationales, a reçu une demande semblable. En outre, le CLC devrait prochainement adresser une lettre à 335 sociétés siégeant au Canada et étant identifiées comme participants à la conception, fabrication ou fourniture d'armes, de systèmes d'armement ou d'articles et de services militaires, pour leur demander de souscrire aux objectifs du processus du TCA.

## **Les ONG asiatiques se mobilisent**

Les membres et partenaires de la coalition en Asie se sont attelés tout au long du mois de février à participer et à organiser à des actions dans plusieurs pays. Dans le nord des Philippines, Jasmin Galace, du Réseau d'action sur les armes légères dans les Philippines (PhilANSA), a rencontré la nouvelle promotion des cadets de l'Académie militaire des Philippines. Mme Galace a parlé des effets de la prolifération d'armes légères aux Philippines et plaidé en faveur d'un traité sur le commerce des armes solide, devant un auditoire composé de 200 futurs officiers de l'armée. Le Forum social de recherche sur les armes (Arms and Civil Society Research Forum), membre d'Oxfam Japon, a prévu d'organiser un séminaire au mois d'avril destiné aux experts en politique, aux ONG et aux étudiants, afin de débattre des résultats du Comité préparatoire et des conséquences du projet de règlement intérieur sur les négociations du mois de juillet. Le Mouvement Suédois pour la Réconciliation (SweFOR) a organisé, en collaboration avec la Conférence chrétienne d'Asie (Christian Conference of Asia), un [atelier de deux jours](#) destiné aux personnalités et organisations religieuses, afin de discuter du traité sur le commerce des armes, les 26 et 27 janvier à Bangkok. L'organisation Non-Violence International a prévu d'organiser un rassemblement du 11 au 13 mars à Manille, avec des acteurs de la société civile et des représentants gouvernementaux de plusieurs pays d'Asie de l'Est.

## **Le Réseau d'experts juridiques aide les États et les ONG à traiter la question du consensus**

Lors de la quatrième réunion du Comité préparatoire, l'équipe juridique du TCA a fourni des services fondamentaux sur de nombreuses questions, y compris des conseils juridiques, aussi bien aux acteurs de la société civile qu'aux États membres. Les contributions de l'équipe à la

question du consensus sont particulièrement intéressantes, car il s'agit d'un sujet très controversé qui a fait débat durant les derniers jours de la réunion du Comité préparatoire. L'équipe juridique du TCA a mis à disposition des ONG et des États membres des informations sur les différentes interprétations du consensus, sur la manière traditionnelle d'établir un consensus dans le cadre de traités similaires, et sur les solutions de remplacement au consensus absolu.

Les conseils de l'équipe juridique du TCA ont été sollicités dans un autre domaine, qui concerne les « critères » du document de la présidence daté du 13 juillet 2011. Certains membres ont exprimé leur crainte que certains des critères proposés laissent place à une interprétation jugée trop large et subjective. Pour l'équipe juridique du TCA, ces craintes sont dénuées de fondement, tel que l'explique cet [article](#) qui considère que les critères de la section cinq du texte préliminaire s'appuient sur des normes internationales reconnues, de même que de nombreux accords et résolutions des Nations unies.

*L'équipe juridique du TCA est prête à vous apporter son assistance juridique d'ici aux négociations du mois de juillet. Pour solliciter ses services, veuillez contacter Gene Sullivan, coordinateur du Réseau d'experts juridiques du TCA, en écrivant à : [attlegalresponse@gmail.com](mailto:attlegalresponse@gmail.com).*

### **Contrôle des armes déplore l'échec du Conseil de sécurité de l'ONU dans le dossier syrien**

Début février, Contrôle des armes publiait une déclaration sur l'échec du Conseil de sécurité des Nations unies pour parvenir à un accord sur la question syrienne. La déclaration, que nous reproduisons ci-dessous, est attribuée à Jeff Abramson, directeur du secrétariat de Contrôle des armes :

« Le récent échec du Conseil de sécurité des Nations unies pour adopter une résolution sur la Syrie montre, une fois de plus, la nécessité de conclure un traité sur le commerce des armes (TCA). Un TCA solide doté de critères rigoureux relatifs aux droits de l'homme interdirait les transferts d'armes dans les zones où il existe un risque substantiel que celles-ci soient utilisées contre des civils ou les droits de l'homme. La Russie continue d'agir comme si le commerce d'armes avec la Syrie était acceptable sur le plan international. En opposant son veto, la Chine se fait le défenseur d'une tragédie humaine inexcusable. »

« Depuis la séance du Conseil de sécurité de samedi, qui s'est soldée par le veto de la Russie et de la Chine au projet de résolution, les attaques contre le peuple syrien n'ont fait qu'augmenter. D'après certains médias, le gouvernement syrien aurait fait usage d'artillerie lourde et de mortiers. Un TCA efficace est absolument nécessaire pour aider à freiner et prévenir ces attaques massives contre les droits de l'homme ainsi que les crises internationales. »

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre [page](#) de citations.

### **Évènements à venir**

**11-13 mars** : Tête-à-tête entre les gouvernements d'Asie de l'Est et la société civile (Philippines)

**19-23 mars** : Programme d'action sur les armes légères et de petit calibre (PoA) PrepCom (New York)

**28 mars** : Prononciation du verdict du procès de Viktor Bout (New York)

**29-30 mars** : Atelier du Marché commun du Sud sur le TCA (Buenos Aires)

**24-25 mars** : Atelier de la Communauté des Caraïbes sur le TCA (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

**11-27 juillet** : Semaine mondiale d'action contre la violence armée (évènement mondial)